

Réponse à la Consultation Publique "La Revue Stratégique de l'ARCEP" 13 novembre - 4 décembre 2015

Introduction

Question 1

Les contributeurs sont invités à exprimer leur opinion sur la démarche de la revue stratégique.

Bravo et merci pour cet excellent travail d'analyse et de synthèse stratégique, ainsi que pour cette consultation publique exemplaire des acteurs. Une fois de plus, l'ARCEP prouve que son équipe est de classe mondiale.

I. Etat des lieux

Question 2

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur ce bilan initial de l'action de l'ARCEP, ainsi que sur les défis futurs identifiés.

Ce bilan initial est impressionnant. Vous écrivez *"Dix-huit ans après la mise en place d'un régulateur, le secteur des communications électroniques a profondément évolué"* et on ne peut que souscrire à cette affirmation. De plus, la *"méthode de co-construction de la régulation avec les parties prenantes (opérateurs, consommateurs, collectivités territoriales, etc.), reposant sur l'échange et l'écoute mutuelle"* mise en place par l'ARCEP apparaît totalement pertinente.

Cependant, la non-intégration de la couverture mobile du territoire dans les chantiers majeurs à venir est plus discutable, car vous soulignez à juste titre *"le rôle désormais central de la connectivité mobile"* et que *"les problématiques de couverture et de qualité de service des réseaux mobiles deviennent donc un enjeu essentiel de la régulation"*. La qualité d'expérience n'est pas mentionnée, pourquoi ?

Vous notez une *"innovation globalisée"* et *"l'émergence de l'internet des objets"*. C'est bien et on ne peut que partager vos remarques *"l'internet des objets révolutionnera le tissu industriel européen, l'action des collectivités territoriales et l'organisation de nos modes de vie dans les années à venir"* et *"Plus encore que par le passé, il est indispensable d'assurer un terrain de jeu équitable entre tous les acteurs, qui donne sa chance aux modèles innovants, tant au niveau des réseaux que des services"*.

Votre intention d'anticiper et d'accompagner ces phénomènes en veillant à *"assurer un terrain de jeu équitable entre tous les acteurs"* est louable. Cependant, les actions de l'ARCEP et son rayonnement dépassent largement les écosystèmes des communications électroniques et du secteur postal.

Par exemple, certaines décisions de l'ARCEP impactent les systèmes de transport intelligents et la sécurité routière. Ces aspects sont rarement abordés, pourquoi ?

Pour aller plus loin:

[Direction générale des infrastructures des transports et de la mer] *"Les systèmes de transport intelligents. L'expérience française"* (5 octobre 2015)

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-systemes-de-transport,44564.html>

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/14085_Transport_intelligent_FR_DEF_Web_31_aout_15.pdf

Réponse à la Consultation Publique "La Revue Stratégique de l'ARCEP" 13 novembre - 4 décembre 2015

Comité interministériel de la sécurité routière (CISR)

Ce comité rassemble tous les ministres concernés par la politique de sécurité routière. Il est chargé de définir la politique du Gouvernement dans ce domaine et de s'assurer de son application. Son secrétariat est géré par le Délégué interministériel à la sécurité routière (DISR), qui s'assure de la coordination de l'activité des ministères en matière de sécurité routière.

Délégation à la sécurité et à la circulation routières (DSCR)

La DSCR élabore et met en œuvre la politique de sécurité routière et apporte son concours à l'action interministérielle dans ce domaine.

<http://www.securite-routiere.gouv.fr/>

Observatoire national interministériel de sécurité routière (ONISR)

L'ONISR s'appuie sur le travail des forces de l'ordre, des observatoires régionaux et départementaux de la sécurité routière qui participent au recueil et au contrôle des données, avec le soutien technique du CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement).

<http://www.cerema.fr/>

Conseil national de la sécurité routière (CNSR)

"Parlement" de la sécurité routière, le CNSR est un organisme composé d'élus, de représentants des entreprises et associations intéressées par la sécurité routière ainsi que des représentants de l'administration.

<http://www.conseil-national-securite-routiere.fr/>

[Assemblée Nationale] Rapport N°3864 "Rapport d'information au nom de la Mission d'information relative à l'analyse des causes des accidents de la circulation et à la prévention routière" (Octobre 2011)

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/rap-info/i3864-tl.pdf>

[Journal Officiel de la République Française] Décret n°75-360 du 15 mai 1975 relatif au comité interministériel de la sécurité routière (Dernière modification : 11 juillet 2008) (Version consolidée au 02 décembre 2015)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000700258>

[Journal Officiel de la République Française] Décret n°2001-784 du 28 août 2001 portant création du Conseil national de la sécurité routière et modifiant le décret n° 75-360 du 15 mai 1975 relatif au comité interministériel de la sécurité routière (Dernière modification : 5 juin 2015) (Version consolidée au 02 décembre 2015)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000224751&dateTexte=20151202>

[Journal Officiel de la République Française] Décret n° 2015-628 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'intérieur (Juin 2015)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030681568&categorieLien=id>

[Journal Officiel de la République Française] Décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) (Dernière modification : 1 janvier 2014) (Version consolidée au 02 décembre 2015)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028398714&dateTexte=20151202>

Réponse à la Consultation Publique "La Revue Stratégique de l'ARCEP" 13 novembre - 4 décembre 2015

II. Priorités de régulation

Promouvoir l'investissement efficace et une concurrence pérenne

Question 3

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- Quelles sont les principales opportunités de convergence des réseaux ? Existe-t-il des freins à leur mise en oeuvre ?
- Quelle devrait être la place de la mutualisation des investissements dans le déploiement des nouveaux réseaux ?
- Comment l'ARCEP devrait-elle accompagner le déploiement du très haut débit sur les marchés ultramarins ?
- Comment l'ARCEP devrait-elle accompagner les transitions vers les nouveaux réseaux ?

"Promouvoir l'investissement efficace et une concurrence pérenne" est absolument nécessaire du point de vue de l'intérêt général. Vous identifiez un premier "levier" pour atteindre ces objectifs, "Encourager la convergence des réseaux".

La convergence de certains réseaux ouvre en effet de nouvelles perspectives attirantes. Elle peut permettre la convergence d'écosystèmes qui avaient tendance à s'ignorer. Par exemple, nous assistons en ce moment à la convergence d'écosystèmes liés aux véhicules, aux routes, aux conducteurs et aux territoires, à travers notamment le développement de systèmes de transport intelligents coopératifs, afin de rendre la mobilité des personnes et des marchandises plus sûre, plus fluide et plus "verte".

Cette transformation numérique se heurte cependant à des régulations sectorielles qui doivent être bien prises en compte en amont pour éviter de graves problèmes de sécurité publique, et de sécurité routière en particulier. Comment l'ARCEP entend-elle prendre en compte ces effets écosystémiques?

Vos "Levier 2 : Préciser le cadre de mutualisation des infrastructures et réseaux", "Levier 3 : Accompagner la structuration des marchés dans les territoires ultramarins" et "Levier 4 : Gérer les phases de transition entre anciens et nouveaux réseaux" semblent eux aussi pertinents, mais appellent une question. Comment l'ARCEP a-t-elle prévu de prendre en compte les contraintes des écosystèmes où la sécurité publique, et la sécurité routière en particulier, est primordiale?

Accompagner l'émergence d'une nouvelle solidarité territoriale de connectivité

Question 4

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les modalités d'intervention des collectivités territoriales dans les réseaux numériques et sur le rôle du régulateur.

Réponse à la Consultation Publique "La Revue Stratégique de l'ARCEP" 13 novembre - 4 décembre 2015

"Accompagner l'émergence d'une nouvelle solidarité territoriale de connectivité" est un bon objectif et votre "Levier 1 : Accompagner le déploiement des réseaux d'initiative publique dans les zones moins denses" semble aller dans le bon sens. L'ARCEP peut être crédible sur ce terrain-là.

En ce qui concerne le "Levier 2 : Veiller à la couverture mobile des zones rurales", le bilan de l'action de l'ARCEP est plus contrasté. Vous avez raison de souligner que "Les autorisations d'utilisation de fréquences des opérateurs mobiles prévoient des obligations de déploiement comprenant un volet d'aménagement numérique du territoire". L'ARCEP joue d'ailleurs un rôle important pour rendre plus transparent "le service offert par les opérateurs mobiles".

Il faut saluer l'addition d'indicateurs spécifiques aux zones rurales dans "l'observatoire sur la couverture et la qualité des services mobiles" et la publication en open data de certaines données. Cependant, comme vous le précisez justement, "une intervention publique est nécessaire dans certaines zones particulièrement excentrées (« programme zones blanches » par exemple)".

Dans le cadre du déploiement des systèmes de transport intelligents sur tout le territoire (eCall par exemple), la couverture mobile des zones rurales va devenir cruciale. Comment l'ARCEP entend-elle prendre en compte dans ce cadre les enjeux de sécurité publique, et de sécurité routière en particulier ?

Pour aller plus loin:

[Journal officiel de l'Union européenne] Règlement (UE) 2015/758 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant les exigences en matière de réception par type pour le déploiement du système eCall embarqué fondé sur le service 112 et modifiant la directive 2007/46/CE
<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32015R0758&from=EN>

Garantir la fiabilité des réseaux

Question 5

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- **Comment garantir la fiabilité des réseaux de communications électroniques ?**
- **Quel rôle doit jouer l'ARCEP sur ce sujet le cas échéant ?**

Vous avez raison de souligner que "l'importance croissante du numérique rend les citoyens, les entreprises et les administrations de plus en plus dépendants de la fiabilité des réseaux". On ne peut que souscrire à l'objectif "de mieux articuler les enjeux de sécurité numérique (qui relève en premier lieu de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information – ANSSI) et de résilience générale des infrastructures (au-delà de la seule sécurité numérique)".

Dans un premier temps, votre "Levier : Penser la résilience des réseaux" semble une bonne démarche, particulièrement pour mener une réflexion "sur le caractère suffisant des obligations et mécanismes de surveillance actuels". Comment l'ARCEP compte-t-elle associer les principaux acteurs de la normalisation, de la certification et de la sécurité routière à cette nécessaire réflexion ?

Réponse à la Consultation Publique "La Revue Stratégique de l'ARCEP" 13 novembre - 4 décembre 2015

Repenser la connectivité dans un monde mobile

Question 6

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les besoins spécifiques de connectivité mobile non couverts par les opérateurs, et leur prise en compte par la régulation.

Vous écrivez que *"Les usages en mobilité, voix comme data, se sont développés jusqu'à devenir des usages essentiels des communications électroniques"*. Vous ajoutez *"Par ailleurs, alors que le marché mobile était initialement porté par les services de voix, les usages ont massivement évolué vers les services de données en mobilité impliquant une nouvelle structuration des offres"*. Votre conclusion est logique: *"La régulation de ce marché par l'ARCEP doit s'adapter aux évolutions en cours et les accompagner dans tous leurs aspects"*.

Vous reconnaissez à juste titre le *"défi permanent pour le régulateur à bien définir les nouveaux besoins de connectivité à très long terme"* et vous soulignez qu'une *"nouvelle approche des modes d'interventions du régulateur"* est nécessaire. Vous évoquez *"une réflexion sur l'association de la multitude à la régulation"*. C'est très bien.

Cependant, les deux leviers que vous retenez, *"Levier 1 : Veiller à une couverture des réseaux mobiles répondant aux nouveaux besoins"* et *"Levier 2 : Informer les utilisateurs sur la couverture et la qualité des services mobiles"*, bien qu'importants, ne semblent pas à la hauteur des enjeux.

En effet, certains besoins spécifiques de connectivité mobile sont aujourd'hui mal couverts par les opérateurs et leur prise en compte par la régulation est aléatoire. La couverture des besoins des systèmes de transport intelligents et de la sécurité routière en est un exemple. Il apparaît donc nécessaire de réfléchir à d'autres leviers pour *"repenser la connectivité dans un monde mobile"* et associer sur le long terme les acteurs concernés à cette réflexion.

Assurer l'ouverture effective à la concurrence du marché entreprise

Question 7

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Au-delà des chantiers identifiés, les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur la manière dont l'ARCEP pourrait améliorer la concurrence au bénéfice de l'ensemble des acteurs économiques : entreprises, entités publiques ou associatives.

Vous signalez avec raison que *"la numérisation des entreprises est un élément clé de la compétitivité du pays et l'on sait que les PME françaises sont comparativement moins connectées que celles d'autres pays comparables"*. Les promesses de l'ARCEP dans ce domaine *"Dans ce contexte, l'ARCEP se fixe comme priorité de permettre un fonctionnement pleinement concurrentiel du marché entreprise. Elle entend ainsi y intensifier son action préventive et corrective."* sont donc bienvenues.

On ne peut que souscrire aux leviers retenus: *"Levier 1 : Faire émerger des offres adaptées aux entreprise sur les réseaux FttH"* et *"Levier 2 : Mieux identifier les besoins de connectivité des entreprises"*. Les *« Ateliers entreprises de l'ARCEP »* sont une très bonne idée. Il est à souhaiter que

Réponse à la Consultation Publique "La Revue Stratégique de l'ARCEP" 13 novembre - 4 décembre 2015

les besoins sectoriels de certains écosystèmes puissent être abordés de façon concrète lors de rencontres spécifiques.

Accompagner l'internet des objets et rendre possibles les réseaux de demain

Question 8

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- Quelle est la place de l'ARCEP dans le développement de l'internet des objets ?
- Quels sont les enjeux pour l'ARCEP liés à l'intervention des collectivités locales en matière de territoires intelligents ? Quel accompagnement pour les collectivités locales ? Avec quels objectifs ?
- Quelles autres principales innovations anticipez-vous ?
- Comment faire pour mieux accompagner l'émergence des réseaux de demain nécessaires à la transformation numérique de la France ?
- Faut-il veiller à accroître l'accessibilité du patrimoine spectral à un large écosystème ?

Il est clair que l'ARCEP a un rôle à jouer pour "*accompagner l'internet des objets et rendre possibles les réseaux de demain*". Le "*Levier 1 : Identifier les enjeux de régulation liés à l'émergence de l'internet des objets et de la ville intelligente*" est un levier stratégique de première importance. La mention de "*territoires intelligents*" et l'exemple des "*services de transport de passagers*" sont bienvenus pour rappeler la place de la mobilité intelligente et durable dans la transformation en cours.

Il est à souhaiter que "*Le chantier lancé en juin 2015 par l'ARCEP sur l'internet des objets et les villes intelligentes, en association avec d'autres entités publiques intéressées, contribuera à identifier les nouveaux enjeux de régulation liés à leur émergence et à définir la ligne de conduite de l'ARCEP sur ces sujets d'avenir*", mais ne laissera pas sur le côté de la route les systèmes de transport intelligents et les problématiques complexes liées à la sécurité routière.

Dans le cadre du "*Levier 2 : Anticiper les futurs réseaux fixes et mobiles*", qui est bien sûr une nécessité, un certain nombre de technologies sont citées. Les systèmes de transport intelligents ne sont pas mentionnés et la nécessité de respecter les fréquences utilisées pour la sécurité publique, et la sécurité routière en particulier, non plus. Pourquoi ?

Préserver l'ouverture et la neutralité de l'internet dans un monde numérique

Question 9

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- Quelle expertise l'ARCEP peut-elle apporter (ou développer) pour contribuer à l'analyse des marchés numériques ?
- Comment construire une expertise technique sur les sujets numériques (ex : gestion de trafic, QoS etc.) ?

Réponse à la Consultation Publique "La Revue Stratégique de l'ARCEP" 13 novembre - 4 décembre 2015

- Comment recueillir, analyser et comparer l'information sur ces sujets ? Des dispositifs de notation sont-ils pertinents ? Si oui, comment doivent-ils faire intervenir les pouvoirs publics ?
- Quel pourraient être les principaux impacts des nouveaux modèles d'affaires sur la régulation (économie du partage, plateformes etc.) ? Quels sont les facteurs de désintermédiation du secteur des télécoms ?

Il faut saluer ici l'excellent travail de l'ARCEP et sa compétence sur le sujet reconnue mondialement. Il est à souhaiter que les leviers identifiés "*Levier 1 : Construire une régulation de la neutralité de l'internet effective*" et "*Levier 2 : Propager les principes d'ouverture et de neutralité*" seront suffisants pour atteindre les objectifs affichés. Merci d'avoir rappelé que "*ces problématiques doivent être traitées dans une approche coordonnée à l'échelle européenne, qui est adaptée au caractère international des acteurs concernés*".

III. Nouveaux modes d'intervention

S'adapter à la multiplicité des acteurs

Question 12

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- Quelles améliorations l'ARCEP pourrait-elle engager afin de renforcer ses échanges avec l'ensemble des acteurs ?
- Comment l'ARCEP pourrait-elle améliorer la lisibilité de son action pour l'ensemble des acteurs du marché ?

Vous écrivez: "*Un travail devra être mené afin de renforcer la communication de l'Autorité avec le secteur, développer une approche pédagogique forte sur ses décisions et trouver les relais d'information utiles pour maintenir un contact avec les acteurs n'ayant pas la taille suffisante pour interagir individuellement avec le régulateur*". C'est très bien.

Cependant, certains acteurs impactés par l'action de l'ARCEP sont mentionnés ici, d'autres non. Pourquoi ?

Certaines pistes ont été évoquées plus haut ("*Ateliers entreprises de l'ARCEP*" par exemple) et ne sont pas reprises ici. Pourquoi ?

Renforcer l'ouverture à l'innovation et aux problématiques émergentes

Question 14

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- L'ARCEP est-elle suffisamment ouverte à l'innovation ? Quelles nouvelles expertises faudrait-il développer ?

Réponse à la Consultation Publique "La Revue Stratégique de l'ARCEP" 13 novembre - 4 décembre 2015

- **A quels sujets naissants l'ARCEP devrait-elle s'intéresser ?**
- **Comment l'ARCEP pourrait-elle encourager le dialogue au sein du secteur sur les sujets innovants ?**
- **Quelle devrait être la place de l'expérimentation dans la régulation ?**

Il faut saluer ici le remarquable travail prospectif déjà accompli par l'ARCEP et son ouverture à l'innovation.

D'ailleurs, vous écrivez: "L'anticipation ainsi que l'échange avec le secteur sont des éléments essentiels de l'intervention du régulateur, qui lui permettent notamment d'acquérir une expertise technique, afin d'identifier les enjeux cruciaux. Il semble ainsi important que l'ARCEP continue de développer des outils dans l'objectif d'anticiper et animer les débats autour des innovations".

On ne peut que souscrire à ces propositions. Il est à souhaiter que les problématiques complexes liés aux déploiements des systèmes de transport intelligents et aux enjeux de sécurité publique, en particulier de sécurité routière, posés par le développement des communications numériques seront pleinement pris en compte.

Accompagner les transitions sur les marchés

Question 15

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- **Quels sujets nécessiteraient une adaptation ou une levée de la régulation ?**
- **Quelle devrait être l'approche de l'ARCEP sur ces sujets ?**

C'est une bonne nouvelle d'apprendre que l'ARCEP réfléchit à publier sur certains sujets *"une feuille de route de long terme qui détermine les objectifs de la phase de transition et rappelle la cohérence globale du processus mis en place"*. C'est particulièrement important pour les actions de l'ARCEP qui impactent de manière complexe des nébuleuses d'acteurs, comme c'est le cas par exemple pour la sécurité routière.

Développer une politique de la donnée en association avec la multitude

Question 16

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer leur opinion sur les questions suivantes :

- **Comment améliorer encore l'information du public ? Certaines publications doivent-elles être transformées ? L'ARCEP devrait-elle publier de nouvelles informations ?**
- **L'ARCEP devrait-elle s'approprier les techniques d'association de la multitude apportées par le numérique comme le crowdsourcing ou l'open data ? Selon quelles modalités ?**
- **Au-delà de l'information au public, la transparence offerte par l'ouverture des données vous semble-t-elle de nature à constituer un outil de régulation ?**

Réponse à la Consultation Publique "La Revue Stratégique de l'ARCEP" 13 novembre - 4 décembre 2015

Les initiatives de l'ARCEP visant à *"renforcer l'information du public", "accentuer l'implication de l'Autorité dans la politique d'ouverture des données publiques (Open data)", "s'associer à la multitude pour mieux identifier les problèmes"* et *"réguler par la transparence"* sont à encourager. Il est cependant à espérer que chaque changement important soit précédé d'une large consultation d'acteurs.

**Apporter une expertise indépendante au parlement, au gouvernement
et aux autres autorités publiques**

Question 17

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les nouvelles compétences que l'ARCEP devrait développer ou mobiliser en complément de son expertise des réseaux.

Vous avez raison de souligner que l'ARCEP a développé *"une expertise technico-économique forte des réseaux, mais également des questions d'accès aux services numériques et des enjeux d'interopérabilité"* qui est très recherchée.

L'intention de *"l'utiliser, lorsque cela est nécessaire, pour participer aux travaux d'autres institutions que ce soit le Parlement, le Gouvernement ou d'autres autorités publiques"* et afin de *"servir de tiers de confiance dans la relation que les autorités publiques peuvent avoir avec certains acteurs"* pourrait en effet s'avérer précieuse pour traiter certains dossiers complexes.

Cependant, dans certains domaines impactés par les actions de l'ARCEP (la santé ou la sécurité routière par exemple), il est essentiel de comprendre d'autres paradigmes. L'ARCEP devrait en tenir compte.

Développer les partenariats avec les autres autorités et agences du numérique

Question 18

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les sujets qui nécessiteraient une action de régulation collaborative, ainsi que sur les formes que ces collaborations devraient prendre.

On ne peut que souscrire à votre constat: *"La numérisation de l'ensemble de l'économie, ainsi que l'évolution de certains modèles d'affaires, développent des champs de compétence de plus en plus partagés entre autorités publiques"*.

Vous donnez l'exemple de *"l'internet des objets, où des questions se posent à la fois sur les réseaux qui supporteront ces objets et leurs services associés, sur le comportement de ces services vis-à-vis des données produites par les utilisateurs, mais également sur la politique industrielle de la France en la matière"*.

Réponse à la Consultation Publique "La Revue Stratégique de l'ARCEP" 13 novembre - 4 décembre 2015

Vous continuez en écrivant: *"il a paru opportun que l'ensemble des administrations de l'Etat concernées (ARCEP, ANSSI, CNIL, ANFR, DGE, France stratégie etc.) puisse se concerter pour analyser conjointement et apporter des réponses cohérentes aux acteurs du secteur et bénéficier ainsi de synergies d'expertise mais aussi d'action"*. Cela semble en effet pertinent.

On ne peut que souscrire à votre souhait d'une plus grande concertation en amont *"car elle permet d'anticiper les difficultés, de construire ensemble une expertise commune et de donner plus de lisibilité aux acteurs du secteur"* et d'élargir les partenariats *"en fonction des sujets, avec d'autres acteurs porteurs d'expertise comme des acteurs de la société civile, des associations, des organisations représentatives, etc."*

Cependant, certaines commissions et autorités de régulation qui peuvent être impactés par les actions de l'ARCEP dans ce domaine (ARAFER, CRE, DGAC, par exemple) ne sont pas mentionnées ici. Pourquoi ?

Pour aller plus loin:

Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (Arafer)

Sa mission est de contribuer au bon fonctionnement du service public et des activités concurrentielles au bénéfice des clients du transport ferroviaire et routier.

<http://arafer.fr>

<http://arafer.fr/wp-content/uploads/2015/07/Dossier-de-presse-Loi-Macron-ARAFER-Autocars-Autoroutes2.pdf>

Commission de régulation de l'énergie (CRE)

Autorité administrative indépendante chargée de veiller au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz en France.

<http://www.cre.fr/>

<http://www.smartgrids-cre.fr/index.php?p=vehicules-electriques>

Direction générale de l'Aviation civile (DGAC)

A pour mission de garantir la sécurité et la sûreté du transport aérien en plaçant la logique du développement durable au cœur de son action. Elle traite de l'ensemble des composantes de l'aviation civile : développement durable, sécurité, sûreté contrôle aérien, régulation économique, soutien à la construction aéronautique, aviation générale, formation aéronautique...

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Secteur-Aerien,1633-.html>

<http://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/drones-civils-cadre-juridique-lacunaire-20151028.html>

Renforcer notre investissement dans les enceintes européennes

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur l'intégration entre les travaux de l'ARCEP et les travaux européens et internationaux sur la régulation.

Merci de souhaiter *"renforcer notre investissement dans les enceintes européennes"*. C'est en effet urgent. Et il faut saluer ici que *"l'ARCEP a toujours identifié cette importance de l'Union européenne et s'est d'ailleurs impliquée fortement dans les instances européennes"*.

Réponse à la Consultation Publique "La Revue Stratégique de l'ARCEP" 13 novembre - 4 décembre 2015

Le désir de poursuivre *"l'implication de l'ARCEP au niveau international", "que ce soit dans les groupes de travail internationaux", "dans le suivi des travaux, notamment de normalisation menés par exemple au sein de l'Union internationale des télécommunications" ou "de renforcer ses relations bilatérales avec ses homologues internationaux"*, doit aussi être encouragé.

La reconnaissance du rôle important de l'UIT est une bonne chose. Cependant, d'autres organismes de normalisation pertinents, tels que l'ETSI, le CEN et l'ISO ne sont pas mentionnés. Pourquoi ?

Pour aller plus loin:

[ISO] "ISO en pratique - Délégués et experts : ce qu'ils doivent savoir" (2015) ISBN 978-92-67-20632-5
http://www.iso.org/iso/fr/my_iso_job.pdf

Question 20

Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur tout sujet non abordé dans le présent document qui pourrait s'inscrire dans la revue stratégique de l'ARCEP.

Cet excellent document ne pouvait pas tout traiter en quelques pages. Cependant, il est surprenant de ne pas trouver mention ici des récentes réflexions de l'Autorité de la Concurrence et de la Déléguée interministérielle aux normes sur les nécessaires articulations entre normalisation, certification, compétitivité et concurrence. Pourquoi ?

De plus, des acteurs importants de la transformation numérique comme l'AFNOR et le Cofrac semblent avoir été oubliés ici. Pourquoi ?

D'une manière générale, les nécessaires articulations entre régulation, normalisation, certification, développement économique et sécurité routière ne sont pas vraiment abordées ici, mais devraient faire partie de la revue stratégique de l'ARCEP.

Pour aller plus loin:

Association française de normalisation (AFNOR)

L'AFNOR oriente et coordonne l'élaboration des normes nationales et la participation à l'élaboration des normes européennes et internationales. Elle est aidée par des organismes agréés par le ministre chargé de l'industrie comme bureaux de normalisation sectoriels.

<http://www.afnor.org/>

Comité Français d'Accréditation (Cofrac)

Association chargée de l'accréditation des laboratoires, organismes certificateurs et d'inspection. Le Cofrac, créé en 1994 sous le régime de la loi du 1er juillet 1901 a été désigné comme unique instance nationale d'accréditation par le décret du 19 décembre 2008, reconnaissant ainsi l'accréditation comme une activité de puissance publique.

<https://www.cofrac.fr/>

[Lydie EVRARD, Déléguée interministérielle aux normes] Rapport "Politique nationale de normalisation et stratégie pour la compétitivité de notre économie" (Décembre 2014)

http://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/Rapport_Normalisation.pdf

Réponse à la Consultation Publique "La Revue Stratégique de l'ARCEP" 13 novembre - 4 décembre 2015

[Autorité de la Concurrence] Document de consultation publique "Les activités de normalisation et de certification pro ou anticoncurrentielles ?" (Avril 2015)

http://www.autoritedelaconcurrence.fr/doc/consultation_normalisation_avril15.pdf

[Autorité de la Concurrence] Avis n° 15-A-16 du 16 novembre 2015 portant sur l'examen, au regard des règles de concurrence, des activités de normalisation et de certification (Novembre 2015)

<http://www.autoritedelaconcurrence.fr/pdf/avis/15a16.pdf>

[Journal officiel de l'Union européenne] Règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement Européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne (Octobre 2012)

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:316:0012:0033:FR:PDF>

[Journal Officiel de la République Française] Décret no 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation (Juin 2009)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020749979&categorieLien=id>

[Journal Officiel de la République Française] Arrêté du 30 mars 1995 portant reconnaissance du Comité français d'accréditation en tant qu'instance d'accréditation des organismes certificateurs de produits industriels et de services (Mars 1995)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000188799>

[AFNOR] Norme Française NF X 50-088 "Activité des bureaux de normalisation" (2009) ISSN 0335-3931

<http://www.boutique.afnor.org/resources/b70a1614-382c-4b19-adf5-624b588b9057.pdf>